

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 13 JANVIER 2025 PORTANT CHANGEMENT
D'EXPLOITANT AU BÉNÉFICE DE LA SOCIÉTÉ MINÉRAL SOLUTIONS POUR
L'EXPLOITATION D'UNE PLATEFORME DE GESTION ET DE STOCKAGE DE DÉCHETS
DANGEREUX ET NON DANGEREUX SITUÉE 875 ROUTE DES SORBIERS
À SAINT SORLIN EN VALLOIRE**

Le préfet de la Drôme,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le Code de l'Environnement, notamment les articles R. 516-1 et R. 181-45 ;
- VU** l'article R. 511-9 constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, et les rubriques 2515, 2716, 2718, 2760 et 3540 de cette nomenclature ;
- VU** le décret du 13 juillet 2023 nommant Monsieur Thierry DEVIMEUX, préfet de la Drôme ;
- VU** le décret du 21 juillet 2023 nommant Monsieur Cyril MOREAU secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°26-2024-02-05-00001 du 5 février 2024 portant délégation de signature à Monsieur Cyril MOREAU ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°5997 du 24 novembre 1976 autorisant le syndicat intercommunal de collecte et de traitement des ordures ménagères (SIRCTOM) à exploiter une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) sur le territoire de la commune de Saint-Sorlin-en-Valloire, sur les parcelles n°19, 11, 12, section AN ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°6759 du 5 décembre 1978 autorisant l'extension de l'ISDND sus-visée sur la parcelle n°23, section AN ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°482 du 22 février 1993 introduisant des prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral n°6759 sus-visé ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°02-1434 du 22 mars 2002 imposant la mise en conformité de l'ISDND sus-visée avec l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°04-4891 du 18 octobre 2004 portant modification des conditions d'exploitation de l'ISDND sus-visée ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°06-6324 du 8 décembre 2006 autorisant la poursuite, sur 11 mois, de l'exploitation de l'ISDND sus-visée ;

- VU** l'arrêté préfectoral n°07-5473 du 9 novembre 2007 autorisant le SYTRAD (Syndicat de Traitement des Déchets Ardèche-Drôme), dont le siège social est situé 2, rue Francis Jourdain à Portes-lès-Valence (26 800), à poursuivre l'exploitation de l'ISDND sus-visée jusqu'au 31 mai 2009 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°09-0272 du 27 janvier 2009 instaurant des servitudes d'utilité publique en lien avec l'ISDND sus-visée ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°09-0424 du 30 janvier 2009 autorisant le SYTRAD à étendre l'exploitation de l'ISDND sus-visée ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°10-2637 du 30 juin 2010 imposant des prescriptions relatives au contrôle du rejet de substances dangereuses dans l'eau ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°2011207-0025 du 26 juillet 2011 portant modification des conditions d'exploitation et mise à jour des rubriques de classement applicables à l'ISDND sus-visée ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2013102-0014 du 12 avril 2013 portant création de la commission de suivi de site « CSS ISDND STSORLIN EN VALLOIRE » pour l'ISDND sus-visée ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°2013116-0017 du 26 avril 2013 autorisant, à l'intérieur de l'ISDND sus-visée, l'exploitation d'un casier de stockage de déchets dangereux ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°2016172-0027 du 17 juin 2016 autorisant le stockage d'un volume supplémentaire de déchets non dangereux à l'intérieur de l'ISDND sus-visée ;
- VU** la cessation d'activité, à compter du 31 décembre 2016, de l'ISDND sus-visée, déclarée par l'exploitant par lettre du 31 août 2017 ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°2018109-0010 du 18 avril 2018 portant sur la réalisation d'une étude sols pour l'ISDND sus-visée ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°2018162-0006 du 8 juin 2018 portant sur une évolution de la couverture finale de l'ISDND sus-visée ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 28 mars 2024 portant autorisation d'extension d'exploitation de l'ISDND sus-visée, devenant une plateforme de gestion et de stockage de déchets dangereux et non dangereux ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°26-2024-03-28-00007 du 28 mars 2024 portant institution de servitudes d'utilité publique autour de la plateforme de gestion et de stockage de déchets dangereux et non dangereux sus-visée ;
- VU** le dossier de demande d'autorisation de changement d'exploitant de la plateforme de gestion et de stockage de déchets sus-visée, présenté le 2 décembre 2024 au bénéfice de la société Minéral Solutions, dont le siège social est situé Quartier Mondy à BOURG DE PÉAGE ;
- VU** les compléments apportés par le pétitionnaire le 16 décembre 2024 au dossier sus-visé ;
- VU** le rapport référencé 20241217-RAP-DAEN1215 et daté du 17 décembre 2024 de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Auvergne-Rhône-Alpes ;
- VU** le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur par courrier du 2 janvier 2025 ;

VU les observations sur ce projet d'arrêté présentées par le demandeur par courrier en date du 6 janvier 2025 ;

CONSIDÉRANT que la société Minéral Solutions est filiale à 70 % de la société Cheval Granulats, elle-même filiale à 100 % de la SAS Groupe CHEVAL ;

CONSIDÉRANT les capacités techniques et financières de la SAS Groupe Cheval ;

CONSIDÉRANT que la plateforme de gestion et de stockage de déchets sus-visée est soumise à des garanties financières pouvant être utilisées en cas de défaillance de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que le respect des prescriptions applicables à la plateforme de gestion et de stockage de déchets sus-visée est de nature à assurer une maîtrise satisfaisante des dangers et inconvénients visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Le pétitionnaire entendu ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Changement d'exploitant

La SAS Minéral Solutions, dont le siège social est situé Quartier Mondy, 26 300 Bourg De Péage, est le nouvel exploitant de la plateforme de gestion et de stockage de déchets dangereux et non dangereux située 875 route des Sorbiers, 26 210 Saint Sorlin En Valloire, dans l'intégralité des droits et obligations attachés à l'autorisation d'extension délivrée par l'arrêté préfectoral du 28 mars 2024 sus-visé.

Article 2 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée auprès du Tribunal administratif de GRENOBLE :

- 1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision ;
- 2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté et peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du Code de justice administrative, auprès du Tribunal administratif de GRENOBLE.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).

Article 3 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie de SAINT SORLIN EN VALLOIRE et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie pendant une durée minimum de quatre semaines.

Le maire de la commune de SAINT SORLIN EN VALLOIRE fera connaître par procès verbal, adressé à la Direction Départementale de la Protection des Populations (DDPP) de la Drôme, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 4 : Exécution – Notification

Le Secrétaire général de la préfecture de la Drôme, le Directeur Régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes et le maire de SAINT SORLIN EN VALLOIRE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant légal de l'exploitation.

Fait à Valence, le **13 JAN. 2025**

Le Préfet,

Pour le Préfet, et par délégation
Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU